CDAS DU 4 NOVEMBRE 2025
DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

L'action sociale touche à la vie quotidienne de tous les personnels ministériels qu'ils soient actifs ou pensionnés, qu'ils soient fonctionnaires, contractuels ou apprentis, ainsi que leurs ayants-droits.
Elle doit répondre aux besoins sociaux en termes de logement, de restauration, de petite enfance, de vacances et loisirs et apporter une vraie solution aux difficultés de toutes celles et de tous ceux confrontés aux accidents de la vie. Elle doit être porteuse de valeur de solidarité, de partage, d'aide aux plus démunis et contribuer à améliorer les conditions de vie des agentes et des agents.

Depuis plusieurs années, l'action sociale est de plus en plus en danger, au vu des crédits alloués.

Pour l'année 2026, il nous a déjà été annoncé que le budget serait encore en baisse et qu'il faudrait encore faire des choix difficiles.

Cela va impliquer des restrictions, voire des suppressions de prestations, qui sont essentielles pour les agentes et agents. La vie de dizaines de milliers de collègues actifs ou retraités seront touchés fortement.
Quels effets désastreux sur toutes les familles, notamment sur les foyers les plus modestes, en particulier ceux monoparentaux et quel effet négatif sur l'égalité professionnelle femmes-hommes.

Pourtant dans un contexte économique difficile (baisse du pouvoir d'achat, blocage du point d'indice, perte de la Garantie Indemnitaire de Pouvoir d'Achat), les agents ont de plus en plus besoin de prestations de l'action sociale.

Au vu du rapport social qui nous a été communiqué dans le cadre de la préparation de ce CDAS, nous constatons que ces prestations constituent un véritable soutien financier et psychologique pour les agentes et les agents.
Ce n'est pas le superflu qui est menacé, c'est l'essence et l'existence même de l'action sociale. Solidaires Finances dénonce des coupes aveugles, déconnectées des réalités économiques, sociales et démocratiques. Ce n'est pas aux agentes et aux agents des finances de payer les errements des politiques publiques et la dégradation de la note de la dette souveraine. Que chacun prenne ses responsabilités et assume les conséquences de ses actions. Pour Solidaires Finances, la casse de l'action sociale, c'est toujours non !

Nous ne pouvons conclure cette liminaire sans aborder deux points locaux de préoccupation majeure :

- Le dernier conseil d'administration a permis de mettre en lumière la menace qui pèse sur le fonctionnement du RIA dont les nouvelles se font attendre
- Lors du dernier groupe de travail, nous avons été informés d'un recrutement en cours d'une infirmière qui couvrirait deux départements. Dans le contexte actuel de restructuration et de suppression d'emploi, nous ne pouvons plus nous contenter d'un recrutement en cours mais attendons des actes concrets : pour rappel un médecin a temps plein et sur un seul département.